



Comprendre la démission et les conséquences de l'arrêt maladie pendant le préavis

Conseils pratiques publié le 25/06/2024, vu 282 fois, Auteur : [Blog de Le Bouard Avocats Versailles](#)

Quelles sont les répercussions d'un arrêt maladie durant le préavis de démission et ses impacts sur les droits et devoirs des salariés.

Démissionner de son poste est une étape importante dans la vie professionnelle d'un salarié. Cependant, diverses situations peuvent compliquer cette transition, notamment l'arrêt maladie pendant le préavis de démission. Le salarié peut se demander comment cet arrêt affecte la durée du préavis et quelles sont les implications pour lui et pour l'entreprise. Cet article explore en détail ces aspects essentiels.

La démission : le processus et ses enjeux

La démission est une décision personnelle du salarié de mettre fin à son contrat de travail. Elle doit être communiquée formellement à l'employeur, souvent par lettre recommandée avec accusé de réception ou remise en main propre contre signature. Le salarié est alors tenu de respecter une période de préavis dont la durée varie selon les conventions collectives, le secteur d'activité et l'ancienneté du salarié.

Pour plus de détails sur les procédures spécifiques, vous pouvez [consulter un avocat spécialisé dans le droit du travail sur Versailles](#). Ils pourront vous offrir des conseils adaptés à votre situation particulière.

Le préavis de démission : définition et circonstances variées

Durée du préavis

La durée du préavis de démission dépend principalement des clauses stipulées dans le contrat de travail du salarié et de la convention collective applicable. Généralement, cette durée est comprise entre un mois et trois mois. Cette période permet à l'employeur de trouver un remplaçant et au salarié de préparer sa transition vers un nouvel emploi.

- Pour un employé administratif, le préavis est souvent d'un mois.
- Pour un cadre, il peut s'étendre à trois mois.
- Les conventions collectives ou le contrat de travail peuvent prévoir des durées différentes.

L'impact de l'arrêt maladie sur le préavis de démission

Conséquences immédiates

Lorsqu'un salarié tombe malade durant son préavis de démission, cela entraîne automatiquement une suspension de ce préavis. Autrement dit, les jours d'absence pour maladie ne seront pas comptés dans la durée du préavis. Cette règle offre une protection aux salariés contre toute éventuelle pression exercée par l'employeur pour continuer à travailler malgré la maladie.

Prolongation du préavis

Si un salarié présente un arrêt maladie à son employeur pendant son préavis de démission, ce dernier doit prolonger la durée initiale de ce préavis. Par exemple, si un salarié a un préavis d'un mois et qu'il tombe malade pendant 10 jours, son préavis sera automatiquement prolongé de ces 10 jours non travaillés.

Exemples pratiques

Illustrons ceci avec quelques exemples concrets :

- Marie, assistante administrative, donne sa démission le 1er septembre avec un préavis de deux mois. Si elle présente un arrêt maladie de deux semaines du 15 au 30 septembre, son préavis sera prolongé jusqu'à mi-novembre.
- Jean, un cadre supérieur, décide de quitter son entreprise avec un préavis de trois mois. Pendant ce préavis, il est en arrêt maladie pour une bronchite pendant un mois complet. Son départ effectif de l'entreprise sera retardé d'un mois supplémentaire.

Arrêt maladie et droits du salarié

Droits à la rémunération

Durant un arrêt maladie survenant pendant la période de préavis, le salarié a droit à certaines indemnités. En fonction de la législation nationale et des conventions collectives, il peut percevoir :

- Des indemnités journalières de la Sécurité Sociale
- Un complément salarial de l'employeur, suivant les termes du contrat de travail

Protection contre le licenciement

Dans la majorité des cas, un salarié en arrêt maladie ne peut être licencié pour cette raison spécifique. Cela garantit que le salarié n'est pas injustement pénalisé pour son état de santé. Néanmoins, il existe des exceptions liées notamment à la désorganisation importante de l'entreprise due à une absence prolongée.

Les obligations de l'entreprise

Gestion administrative

Lorsque l'arrêt maladie est notifié à l'entreprise, celle-ci doit suivre certaines démarches administratives. L'employeur doit informer les services compétents et veiller à déclarer correctement l'arrêt auprès de la Sécurité Sociale afin de garantir le versement des indemnités journalières au salarié. De plus, des ajustements internes seront nécessaires pour compenser l'absence temporaire du salarié, comme la répartition des tâches parmi les autres employés ou la recherche d'une solution intérimaire.

Respect du retour

Au terme de l'arrêt maladie et du préavis modifié, l'entreprise doit permettre au salarié de conclure sa mission conformément aux nouvelles dates prévues. Cela inclut le règlement final de toutes les sommes dues telles que salaire, primes et autres compensations établies par le contrat.

S'adapter aux imprévus

Communication proactive

Une communication claire et continue entre le salarié et l'employeur aide à gérer efficacement les imprévus liés à l'arrêt maladie pendant un préavis de démission. Il est recommandé de notifier immédiatement l'employeur de tout arrêt médical pour que les ajustements nécessaires puissent être faits rapidement.

Flexibilité dans la gestion des ressources humaines

Pour l'entreprise, faire preuve de flexibilité et adopter une approche humaine face aux salariés malades durant leur préavis est crucial. Non seulement cela montre du respect envers les collaborateurs, mais cela assure aussi le maintien d'une bonne réputation de l'entreprise sur le marché du travail.